

L'empire du capitalisme

Jacques Alexandre Mascotto

Numéro 770, janvier–février 2014

Un monde qui vacille

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70810ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mascotto, J. A. (2014). L'empire du capitalisme. *Relations*, (770), 16–17.

L'empire du capitalisme

Les États-Unis sont devenus les gestionnaires de la globalisation capitaliste, qui n'a de cesse de détruire le socle civilisationnel des sociétés pour qu'elles deviennent un seul et vaste marché.

JACQUES ALEXANDRE MASCOTTO

L'auteur est sociologue

Il faut se défaire de l'idée du déclin des États-Unis. Ceux-ci n'ont jamais été aussi puissants et prépondérants qu'ils le sont maintenant. Disons que s'il y a eu un petit âge d'or de 1948 à 1970, un deuxième encore plus doré marque la période allant de 1980 à 2010. C'est alors qu'ils mettent en pratique, pour la première fois, l'essence même du capitalisme dont parle Fernand Braudel dans son œuvre : l'osmose entre les relations interétatiques conflictuelles et les relations compétitives entre les formes organisationnelles du capital (les transnationales, par exemple); la mobilité du capital vers des marchés lucratifs, capables de pomper de hauts taux de profit; la conversion rapide du profit en capital abstrait, en spéculation – boursière ou immobilière – et une financiarisation globale réalisée avec la complicité de l'État. Le capitalisme l'a toujours fait, mais jamais de manière aussi systématique et élargie – nous sommes tous embrigadés dans cette mécanique. Cela est possible grâce aux gigantesques capacités militaires, organisationnelles et technologiques dont dispose l'État américain qui est en mesure, pour la première fois, de convertir du jour au lendemain sa puissance militaire en puissance économique, et vice-versa.

Cet État américain est devenu le principal État responsable du management de la globalisation. Il dispose d'un système sophistiqué d'information et de cyber-surveillance (PRISM, Xkeyscore) et dirige la production et la définition du cadre juridique tentaculaire qui accompagne la déréglementation et la libre circulation des capitaux : des règles élaborées par des firmes de comptables, d'avocats et de consultants qui sont les premières forces productives du pays. Tous les États obéissent à ces règles qui forment la « constitution » du capitalisme¹. La lutte de classes, les mouvements ouvriers et syndicaux dans les diverses sociétés les en empêchaient jusqu'ici. Avant, ils dominaient *de facto*; maintenant ils dominent *de jure*. Le droit commercial a une primauté absolue sur le droit public et les autres sortes de droit. Ne serait-ce que pour étendre l'espace abstrait de la propriété – dans le domaine intellectuel, de la nature, du vivant.

C'est en ce sens que les États-Unis sont le centre de l'innovation financière (produits et services financiers) : leur dette gigantesque ne veut plus rien dire, puisque les inves-

tissements affluent et afflueront toujours parce qu'on y fait de juteux profits. Ils sont devenus une hyperpuissance qui a imposé une internationalisation accélérée des États, par l'intermédiaire d'abord du G7, puis du G8 et enfin du G20, en exigeant qu'ils entrent dans la gouvernance de la globalisation chapeautée par les États-Unis.

Nous sommes donc en face d'une hyperpuissance et d'un archipel d'États, incluant les États émergents, qui participent pleinement à cette gouvernance mondiale se déployant dans l'*acceptation* du fait que les crises sont devenues inévitables, permanentes, multiformes et parfois même vues comme salutaires et dotées de propriétés immunologiques. Avec le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux et le G20 – avec en son centre le G8 et l'OTAN –, s'est mis en place un système international inédit dans l'histoire, qui mobilise les États à son service ainsi que les universités, l'appareil scientifique et technique, les médias et les grandes ONG. Le système moderne des relations internationales s'est transformé en un gigantesque réseau de dispositifs d'*incorporation*, qu'il s'agisse de toutes les formes possibles d'exploitation du travail, de l'appropriation du temps et de l'espace (terres agricoles, fonds marins, etc.) ou encore de formes de résistance récupérées et converties en information stratégique servant à la gestion de crises.



Il n'est donc pas étonnant d'entendre, par exemple, l'ex-président du Conseil des ministres en Italie, Mario Monti, adulé comme expert dans la gestion de crises, déclarer que : «Ceux qui gouvernent ne doivent pas se laisser lier les mains par les parlementaires².» En clair, ils doivent se borner à répondre aux «signaux du marché» et obéir aux algorithmes des ordinateurs, aux diktats du FMI, aux verdicts des agences de notation, etc.

DÉTRUIRE LA SOCIÉTÉ

Le capitalisme n'a ainsi plus besoin d'un empire formel. Il a dépassé le stade de la domination des sociétés. Ce qu'il cherche, c'est la destruction de la société en tant que société. La société, quelle que soit la forme qu'elle prend, est un obstacle en tant qu'ensemble d'institutions, en tant que mémoire, en tant que culture; elle est un obstacle à l'accélération du capital et aux flux de capital abstrait. Il ne doit plus y avoir que des rapports utilitaires et intéressés entre des individus sans attaches. «*There is no such thing as society*», disait Thatcher.

Dans ce contexte, la géopolitique se transforme; elle liquide les frontières entre l'«intérieur» et l'«extérieur», pour n'avoir plus qu'un ennemi intérieur, dans l'optique de permettre au capital d'assouvir son fantasme d'être libéré de tout contexte social et historique. Elle ne vise plus qu'à mener des guerres civiles, en quelque sorte, contre toute société, contre tout ce qui relève de la solidarité sociétale, de la particularité culturelle et nationale.

Le capitalisme n'a ainsi plus besoin d'un empire formel. Il a dépassé le stade de la domination des sociétés. Ce qu'il cherche, c'est la destruction de la société, qui fait obstacle à l'accélération du capital et aux flux de capital abstrait.

Or, il se trouve que les sociétés n'ont jamais existé toutes seules. Comme le disaient Fernand Braudel et Michel Freitag: il n'y a pas de société qui ne soit accrochée à d'autres sociétés dans un ensemble civilisationnel. On comprend dès lors le sens véritable, dans l'optique de la globalisation capitaliste, du projet de Bernard Lewis et Samuel Huntington: le choc des civilisations. Ils ne parlent pas d'une réalité objective, mais souhaitée: ils veulent ce *clash* parce qu'ils savent très bien que le seul véritable obstacle qu'il reste à la domination capitaliste sous la férule des États-Unis, c'est la présence de civilisations, l'existence de

leurs bases matérielles, symboliques, éducationnelles, en somme, tout ce qui s'est établi dans la durée, dans un rapport à une transcendance et qui résiste au diktat de malléabilité aux lois du marché. Ce que vise le capitalisme, c'est la pure immanence, incarnée dans le triomphe de la technologie et de la financiarisation de l'économie et, dès lors, la destruction des civilisations, irréductibles les unes par rapport aux autres, mais constituant les multiples visages humains du monde.

L'INCORPORATION

Une bonne part de la géopolitique actuelle relève de la logique de l'incorporation qui régit la globalisation capitaliste. Celle-ci exacerbe et multiplie les conflits d'ordre territorial-stratégique entre États. La question centrale qui se pose est le plus souvent celle-ci: s'incorporer ou être incorporé de force? Demeurer ou devenir un acteur de et dans l'incorporation/globalisation, ou bien y figurer à titre de zone sinistrée, de zone touristique ou de camp de réfugiés? Ce qui se passe au Moyen-Orient est de cet ordre. Il y a bien sûr des raisons géostratégiques de contrôler les gisements et l'acheminement du pétrole et du gaz. Mais il y a aussi une volonté de détruire cet ensemble civilisationnel important, où cohabitent trois religions monothéistes, qui fait obstacle à la globalisation. Cela se fait par la balkanisation (ethnique et confessionnelle) de sociétés, comme on le voit en Irak, un phénomène qui menace aussi maintenant la Syrie. Pour y arriver, on joue le fondamentalisme contre la religion, laquelle est indissociable d'un ancrage culturel, pour affaiblir son potentiel de résistance et qu'elle devienne un agent immanent de l'incorporation capitaliste. Les Frères musulmans (du moins leur faction dominante débarrassée des tendances réformatrices), soutenus par le Qatar, et les salafistes, soutenus par l'Arabie saoudite, en sont les protagonistes puissants, incapables de modifier, voire d'infléchir minimalement la «politique étrangère» des pays où ils ont accédé au pouvoir.

La congruence géopolitique – à laquelle ont concouru la logique et la dynamique de la guerre froide – entre système de pouvoir, système économique et Empire américain, a atteint une densité telle qu'on ne peut plus éviter la question: nous dirigeons-nous vers la déflagration ou vers un *commonwealth* des civilisations? Dans les deux cas, il est urgent de démanteler l'Empire global du capital/des États-Unis. Cela ne peut s'imaginer qu'en reconsidérant la nation comme unité de base de la politique et de l'économie, opposée à la mégastucture impériale du capitalisme. L'économie ne relève pas tant de l'échange économique que de l'organisation et de la géopolitique. Repenser la nation en tant qu'organisation cumulative d'héritage et de sens peut nous permettre de répondre à la question: comment s'organiser contre l'archipel organisationnel du capitalisme globalisé? ●

1. Les États se soumettent par exemple à des tribunaux spéciaux non imputables, capables de les pénaliser pour des politiques publiques adoptées démocratiquement, mais nuisant aux entreprises. Voir Lori Wallach, «Le traité transatlantique, un typhon qui menace l'Europe», *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

2. Cité par Mario D'Eramo, «Populism and the New Oligarchy», *New Left Review*, n° 82, juillet-août 2013.